

Déclaration de la CGT en CST*

L'essence même d'une collectivité territoriale comme le Département de l'Hérault est de mettre en œuvre des politiques publiques pour lesquelles elle dispose de compétences dédiées.

Ces missions de service public sont la raison d'être de cet échelon territorial de proximité.

Ces missions de service public sont exercées par des agents pour lesquels tous les moyens doivent être mis en œuvre afin qu'ils y répondent du mieux possible.

Ces missions de service public s'adressent à la population qui attend de ce service public qu'il permette à chacun d'y accéder selon ses droits et selon ses besoins de manière juste et équitable sur l'ensemble du territoire.

Notre engagement en tant qu'agent et en tant qu'organisation syndicale dans notre collectivité ne peut se faire sans votre engagement sur un socle de valeur minimal, à savoir celui qui permet à cette collectivité d'exister et d'être au rendez-vous de sa raison d'être, à savoir de l'exercice des missions de service public.

Les choix budgétaires que vous faites sont votre réponse aux décisions imputées au gouvernement depuis la dernière dissolution.

Au lieu de choisir les alternatives vous préférez ce que vous appelez la voie du raisonnable et de la rationalisation, termes dont nous connaissons le sens et les effets dans le langage technocratique et libéral.

Les agents ne sont pas dupes du seul motif qui guide l'ensemble des réorganisations qui jalonnent cette rentrée : la logique comptable.

Cette logique vous la martelez depuis plus d'un an avec une rhétorique anxiogène et culpabilisante (on n'a pas le choix, soyez solidaire, faites des efforts, les caisses sont vides, on va être mis sous tutelle, on fait tout ça pour sauver...).

Ceci expose les agents, les bénéficiaires des services publics, les missions de service public et notre collectivité à des difficultés importantes.

Depuis plus d'un an, le bon exercice des missions de service public est attaqué en ne remplaçant presque plus les agents. Vous n'avez rien communiqué des chiffres à ce sujet. Cette saignée a accéléré une dégradation des conditions de travail des équipes et donc des missions qu'elles exercent.

Aujourd'hui, vous nous présentez une myriade de réorganisations engagées à marche forcée.

Jute avant l'été, les DGA ont reçu des directives pour proposer les projets de réorganisation à la rentrée. Aucune des échéances de travail habituelles n'ont été respectées.

Les équipes d'encadrement ont subies des charges de travail dont elles savaient qu'elles allaient avoir des conséquences sur leurs équipes car ne disposant pas des moyens pour les associer normalement.

Par conséquent, les équipes n'ont pas toujours été informées et encore moins associées à ces projets de réorganisation qu'elles subissent, sans pouvoir y mettre d'autre sens que la logique comptable qu'elle comprenne du fait de vos explications depuis plus d'un an.

Dans l'ensemble des rapports, les expressions « contexte contraint, contexte budgétaire, économie à faire, etc.) se multiplient. Et vos tentatives pour faire croire qu'il s'agirait d'autre chose (impératifs de transition) ne trompent personne.

Sur le dialogue social, cette marche forcée envoie un message délétère et place nos instances comme des chambres d'enregistrements où les volontés de l'exécutif apparaissent comme d'ores et déjà décidées quelque soit la teneur des débats.

Nous tenons à réaffirmer à l'occasion de cette déclaration que notre exécutif aurait pu faire d'autres choix :

- Défendre la libre administration des collectivités attaquée par les mesures gouvernementales
- Attaquer ces décisions devant toutes les instances légales et réglementaires
- Se tenir auprès des agents contre les conséquences de ces décisions en ne les faisant pas peser sur eux
- S'associer aux organisations syndicales qui combattent ces décisions gouvernementales sur le plan local et national
- Mobiliser l'ensemble des collectivités subissant ce contexte pour faire face collectivement (adf)

Fort de ces choix courageux la collectivité pourra alors avec le soutien des forces progressistes et des agents :

- Renforcer plus encore l'exercice des missions de service public afin de démontrer de son engagement ambitieux, entier et non négociable sur le terrain de ses compétences

Nous tenons à l'occasion de notre déclaration liminaire à saluer les directions qui ont acceptées de répondre à nos sollicitations, souvent dans des délais extrêmement courts et parfois à plusieurs reprises alors qu'elles étaient elles-mêmes sous le feu de la marche forcée pour rédiger les rapports dans la perspective des CST. Elles ont même tenté la plupart du temps à tenir compte des observations que nous faisons remonter.

Nous saluons également la détermination et le courage des agents, qui malgré le climat anxigène, ont réussi à mobiliser des espaces de pensées pour se réapproprier les enjeux de service public qu'ils mettent en œuvre.

Sur les dossiers présentés en CST, nous nous prononcerons uniquement dans l'intérêt des agents et des missions qu'ils exercent.

Nous rejetterons tous ce qui y contrevient.

Nous appelons en urgence notre collectivité à s'engager sur la voie du progrès social dans le champ de ses compétences et d'engager toutes les mesures qu'il convient pour faire face à ceux qui s'y opposent.